



*Saint-Denis, le 20 mai 2021*

**Récépissé de déclaration  
d'un organisme de services à la personne  
enregistré sous le N° SAP899190078**

- Vu** le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5;
- Vu** le décret du 29 juin 2019 portant nomination de M. Jacques BILLANT préfet de la région Réunion, préfet de La Réunion;
- Vu** l'arrêté du 31 mars 2021 portant nomination de M. Michel-Henri MATTERA sur l'emploi de directeur de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de La Réunion,
- Vu** l'arrêté DEETS -2021/09 du 14 avril 2021, portant subdélégation de signature;
- Vu** la demande d'enregistrement de la déclaration faite le 12 mai 2021 par Madame SOPHIE LAURET en qualité de gérante ;

**ARRÊTE :**

**Le préfet de La Réunion**

**Constate :**

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la DEETS de La Réunion le 12 mai 2021 par Madame SOPHIE LAURET en qualité de gérante, pour l'organisme **SOPHIE LAURET NETTOYAGE** dont l'établissement principal est situé 70 CHEMIN ROBIN BERIVE 97430 LE TAMPON et enregistré sous le N° **SAP899190078** pour les activités suivantes :

**Activité(s) relevant uniquement de la déclaration (mode prestataire) :**

- Entretien de la maison et travaux ménagers
- Petits travaux de jardinage
- Préparation de repas à domicile (inclus le temps passé aux courses)
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé
- Livraison de courses à domicile

## **Modalités :**

Toute modification concernant l'activité exercée devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), cette activité ouvre droit au bénéfice des dispositions des articles L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour du dépôt de la déclaration sous réserve des dispositions de l'article R.7232-18 du code du travail.

Toutefois, en application des articles L.7232-1 et R.7232-1 à R.7232-15, les activités nécessitant un agrément (I de l'article D.7231-1 du code du travail) n'ouvrent droit à ces dispositions que si la structure a préalablement obtenu l'agrément ou le renouvellement de cet agrément dans le ou les département(s) d'exercice de ses activités.

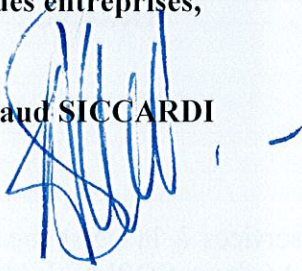
Sous cette réserve, le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

**P/o le directeur de l'économie,  
de l'emploi, du travail, et des solidarités,  
le chef du service du développement économique  
et des entreprises,**

**Arnaud SICCARDI**



### Délais et voies de Recours administratifs :

Cette décision peut être contestée :

La présente décision est susceptible d'être contestée dans le délai de deux mois à compter de sa notification en exerçant :

Soit un recours gracieux ;

Direction de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de La Réunion  
112, rue de la République  
97 488 Saint-Denis Cedex